

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité Territoriale : Nièvre - Yonne		Subdivision : Auxerre	
Nom(s) du ou des inspecteurs : Hélène VIAL Date de la lettre d'annonce de l'inspection : Courriel du 16 avril 2014 Date de l'inspection : 30 avril 2014 Type d'inspection : <input checked="" type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée <input checked="" type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle			
Motif de la planification : ou détail des circonstances : Plan pluriannuel de l'inspection			
Société : PNEU LAURENT Commune : AVALLON Activité : Rechapage de pneumatiques		AS / A / D / NC Priorité : A Enjeux	
Liste des installations inspectées : zone extérieure de stockage des carcasses ; plateforme extérieure fermée des déchets ; bassin de confinement au niveau des secteurs chaufferie et Bâtiments H1 et H2 ; zone de dépotage de l'heptane ; le bâtiment principal de fabrication Thèmes : Eau, Air, Déchets, Risques Technologiques, Risques Naturels.			
Référentiels de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> Arrêté préfectoral n° DCDD-2006-0360 du 8 août 2006 autorisant la société PNEU LAURENT à exploiter une unité de rechapage de pneumatiques sur le territoire de la commune d'AVALLON et notamment tout ou partie de ses articles 11.1;11.4;11.6;14.1;15;19.2;27;30.2;32.5.1;36.1, Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment tout ou partie de son article 28.1; arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation 			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : Mme MONTFORT Nathalie : Responsable Garantie Environnement et Prévention; Mr MARTINEAU Boris : Animateur Environnement; Mr MICHEL Francis : Responsable Incendie, Sécurité.			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : A. Impression générale L'entreprise PNEU LAURENT comprend 580 salariés. L'activité de rechapage de pneumatiques de véhicules poids lourds est porteuse en temps de crise avec une production d'environ 1300 pneus par jour et 1800 bandes prémoulées par jour. Le site comporte une activité de rechapage « moulé » pour les grandes séries représentant 90 % de l'activité du site et une activité de rechapage « prémoulé » pour les petites séries. Le site est bien tenu. Le personnel rencontré est au fait de la réglementation notamment grâce au système de management environnemental mis en place. Le site datant des années 50 et suite à un contrôle par caméra, le réseau d'eaux pluviales et d'eaux usées est à rénover. Depuis 2010, l'exploitant investit annuellement pour l'amélioration de son réseau d'eau et également pour réduire le risque de pollution accidentelle des eaux notamment avec l'aide de l'Agence de l'Eau Seine Normandie. L'exploitant est en cours d'étude pour mettre en place un circuit fermé pour la station de lavage des pneumatiques, ce qui permettra de diminuer la consommation d'eau et envisage également de raccorder la plateforme des déchets aux réseaux en créant une rétention associée en cas de pollution par les eaux d'extinction utilisées lors d'un incendie.			

Concernant le risque incendie, l'exploitant a déposé un permis de construire en 2014 pour créer une réserve d'eau supplémentaire permettant une autonomie de 3h.

Concernant les rejets atmosphériques, aucune non conformité n'a été relevé lors des contrôles des émissions de poussières. L'exploitant a changé de système d'aspiration des poudrettes de caoutchouc en installant un cyclone et des filtres à manches. L'exploitant précise que les filtres à manches sont changés tous les mois ce qui crée un cout non négligeable.

Le seul solvant utilisé est l'heptane. L'exploitant produit et transmet chaque année à l'inspection des installations classées son plan de gestion des solvants. L'exploitant a établi dès 2006 un Schéma de Maîtrise des Émissions (SME) à partir de l'année de référence de 1997. En 2010, le SME a été révisé. Le ration cible était de 2,51 g/kg. Grâce aux actions d'amélioration techniques, le ratio cible a été atteint dès 2003. En 2013, le ratio gramme de solvant consommé par kilogramme de pneumatiques est de 0,23 g/kg. Depuis 1997, la consommation de solvant a été réduite de 98% tout en maintenant la même production.

L'exploitant précise qu'il continue ses efforts et prévoit pour 2014 de mettre en place un nouveau produit utilisé comme emplâtre nécessitant moins de dissolution et donc moins de solvants.

Suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées, une mise à jour du tableau de classement est nécessaire : suppression de la rubrique 98 et création de la rubrique 2714, modification des rubriques relatives aux tours aéroréfrigérantes...

Concernant les rubriques 2714 et 2940.2, l'exploitant est soumis à l'obligation de constituer des garanties financières selon les dispositions de l'arrêté du 31 mai 2012. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un projet de calcul des garanties financières pour la rubrique 2714.

Par décret du 14 décembre 2013, la nomenclature relative aux classements des tours aéroréfrigérantes a changé : le seuil de puissance a été relevé à 3000 kW, il n'y a plus de distinction entre circuits ouverts et circuits fermés, et les régimes sont l'enregistrement et la déclaration avec contrôle par un organisme agréé.

Dans la mesure où une TAR n'est plus utilisée mais elle est toujours présente sur le site, l'exploitant devra se positionner au regard de la réglementation des tours aéroréfrigérantes (TAR). En fonction de la décision prise par l'exploitant, il doit appliquer à compter du 1er janvier 2014 les prescriptions de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatives aux TAR soumises à enregistrement s'il maintient les 3 TAR sur le site. Dans le cas où il justifie le démantèlement de la TAR non utilisée, les dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 relative aux installations soumises à déclaration à la rubrique 2921 s'appliqueront à compter du 1er juillet 2014.

Par ailleurs, la directive SEVESO 3, adoptée le 24 juillet 2012 remplacera le 1er juin 2015 la directive SEVESO 2 actuellement en vigueur. Son champ d'application a été adapté afin que la liste des substances concernées corresponde avec le système de classification des substances dangereuses du règlement CLP et en particulier implique une refonte importante de la nomenclature des installations classées.

Les textes d'application ont été publiés. Il s'agit du décret n° 2014-284 du 3 mars 2014 modifiant le titre Ier du livre V du code de l'environnement et du décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Pour accompagner les exploitants dans l'analyse et le positionnement de leur société au titre de Seveso3, la Direction Générale de la Prévention de Risques a développé un logiciel accessible à l'adresse suivante : www.seveso3.fr. Ce site internet est seulement un outil d'aide.

L'exploitant est invité à examiner d'ici juin 2015 la situation de son établissement vis à vis de la réglementation SEVESO 3 en se basant sur la saisie des substances et mélanges dangereux qui sont présents dans ses installations.

Lors de l'inspection, aucune non-conformité n'a été relevé.

B. Remarques émises cours de la visite et reprises au tableau des constats annexé à la présente fiche

1. Du fait de l'évolution de la nomenclature des installations classées et de modifications des installations, l'exploitant devra proposer au Préfet un nouveau tableau de classement des installations existantes.
2. L'exploitant devra justifier, le cas échéant, le démantèlement de la tour aéroréfrigérante non utilisée depuis 2008, définir la puissance des TAR restantes et le nombre de circuits et préciser le régime applicable.
3. En fonction du classement des TAR, l'exploitant devra mettre en œuvre les prescriptions des arrêtés du 14 décembre 2013 relatifs aux TAR soumises à enregistrement ou à déclaration avec contrôle applicables respectivement au 1er janvier 2014 et au 1er juillet 2014.
4. Concernant la rubrique 2714, l'exploitant devra transmettre au préfet sa proposition de calcul du montant des garanties financières sous un mois et devra justifier la constitution des garanties selon l'échéancier défini par l'arrêté du 31 mai 2012.
5. Concernant la rubrique 2940-2, l'exploitant devra transmettre au préfet sa proposition de calcul du montant des garanties financières au plus tard pour le 31 décembre 2018.
6. Dans le cadre de la directive SEVESO 3 et au regard des substances et mélanges dangereux présents dans ses installations, l'exploitant est invité à examiner la situation de son établissement, à se positionner au regard des

rubriques 4000 et à proposer à Monsieur le préfet un nouveau tableau de classement intégrant les rubriques à prendre en compte à compter du 1er juin 2015.

7. L'exploitant devra prolonger la rétention de la zone de dépotage ou mettre en place un dispositif permettant de contenir une éventuelle pollution en cas de dysfonctionnement des raccords de dépotage.
8. L'exploitant devra compléter son registre des déchets par la mention :
- qualification du traitement final (mode de traitement final).
9. L'exploitant doit veiller à ce que les BSD qui lui sont retournés comportent l'ensemble des informations nécessaires au suivi des déchets.
10. L'exploitant devra mettre en conformité l'installation électrique en définissant un échancier de mise en conformité.

Conclusions ou suites envisagées :

- Courrier à l'exploitant

Liste des documents établis suite à la visite (en complément de la présente fiche) :

- Tableau des constats,
- Lettre à l'exploitant,
- Bordereau au Préfet

Date et signatures

16 MAI 2014

Rédacteur

Vérificateur - Approbateur

L'inspecteur de l'environnement

L'inspecteur de l'environnement



Hélène VIAL



Laurent DENIS

Conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°DCDD-2006-0360 du 8 août 2006 autorisant la société PNEU LAURENT à exploiter une unité de rechapage de pneumatiques sur le territoire de la commune d'AVALLON

Article	Points vérifiés				Nature du constat (1)	Observations
	Rubrique	Désignation des activités	Capacité des installations	Régime		
Article 3	Classement des installations					<u>Suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées, le site :</u>
	98 bis B1°	Dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères, installés sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à moins de 50 mètres d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers	40 000 m ³ répartis de la façon suivante : - Bâtiment H : 12 000 m ³ , - Plate forme carcasses : 11 000 m ³ , - 5 halls démontables : 10 000 m ³	A		<ul style="list-style-type: none"> - n'est plus classé à la rubrique 98 bis mais est soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 2714 pour un volume susceptible d'être présent dans l'installation de déchets non dangereux de papier/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois de 40 000 m³. - n'est plus classé pour la rubrique 1434 dans la mesure où le débit maximum de l'installation de remplissage des récipients mobiles de dissolution de caoutchouc est de 0,3 m³/h soit inférieur au seuil de classement fixé à 1 m³/h. - est soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2663, le volume de stockage est de 27 000 m³. - est soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2661-2-a, la quantité de matière susceptible d'être traitée est de 65 t/j. - n'est plus soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 2921.1.a ni au régime de la déclaration pour la rubrique 2921.2 mais est soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2921 dans la mesure où l'installation comporte à ce jour toujours 3 tours aéroréfrigérantes même si l'une d'elles n'est plus en fonctionnement depuis 2008. - est soumis au régime de la déclaration pour la rubrique 1185.2.b pour une quantité de fluides contenus dans les équipements d'extinction de 238 kg.
	2661-1-a	Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion, moulage...)	135 tonnes/jour	A		
	2661-2-a	Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique (cardage, broyage...)	65 tonnes/jour	A		
	2663-2-a	Stockage de Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	27 000 m ³ répartis de la façon suivante : - Bâtiment H1 : 11 000 m ³ - Bâtiment H2 : 5 300 m ³ - Bâtiment C : 3 300 m ³ - BDR2 : 3 300 m ³ - Bâtiment B1 : 1 900 m ³ - Bâtiment B : 1 200 m ³ - 1000 m ³ dans les bâtiments BDR1, L, M1, M2, N1, N2, N3.	A		
	2920-2-a	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à	845 kW (9 compresseurs)	A	R	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Du fait de l'évolution de la nomenclature des installations classées et de modifications des installations, l'exploitant devra proposer au Préfet un nouveau tableau de classement des installations existantes. ✓ L'exploitant devra justifier, le cas échéant, le démantèlement de la tour aéroréfrigérante non utilisée depuis 2008, définir la puissance des TAR restantes et le nombre de circuits et préciser le régime applicable.

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 avril 2014

Article	Points vérifiés				Nature du constat (1)	Observations
	Rubrique	Désignation des activités des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa	Capacité des installations	Régime		
	2921.1.a	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé »	Puissance thermique évacuée 2 100 kW réparti comme suit : - TAR1 : 1 850 kW, - TAR2 : 250 kW.	A	R	✓ En fonction du classement des TAR, l'exploitant devra mettre en œuvre les prescriptions des arrêtés du 14 décembre 2013 relatifs aux TAR soumises à enregistrement ou à déclaration avec contrôle applicables respectivement au 1er janvier 2014 et au 1er juillet 2014.
	2940-2-a	Application de dissolution (liquide inflammable de 1 ^{re} catégorie) sur support quelconque ... par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, ...)	700 kg/jour	A	R	Concernant les rubriques 2714 et 2940-2, l'exploitant est soumis à l'obligation de constituer des garanties financières selon les dispositions de l'arrêté du 31 mai 2012. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un projet de calcul des garanties financières pour la rubrique 2714.
	1432-2-b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	capacité équivalente : 59,48 m ³	D	R	✓ Concernant la rubrique 2714, l'exploitant devra transmettre au préfet sa proposition de calcul du montant des garanties financières sous un mois et devra justifier la constitution des garanties selon l'échéancier défini par l'arrêté du 31 mai 2012.
	1434-1-b	Installation de distribution liquides inflammables	capacité équivalente : 1,7 m ³ /h	D		✓ Concernant la rubrique 2940-2, l'exploitant devra transmettre au préfet sa proposition de calcul du montant des garanties financières au plus tard pour le 31 décembre 2018.
	2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages	80 kW	D		
	2564-3	Dégraissage de métaux par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	40 L	D	R	
	2662	Stockage de Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	285 m ³ répartis comme suit : - 250 m ³ de gomme, - 35 m ³ de plastiques neufs	D		Concernant les rubriques Ixxx : La directive SEVESO 3, adoptée le 24 juillet 2012, remplacera le 1er juin 2015 la directive SEVESO 2 actuellement en vigueur. Son champ d'application a été adapté afin que la liste des substances concernées corresponde avec le système de classification des substances dangereuses du règlement CLP et en particulier implique une refonte importante de la nomenclature des installations classées. L'exploitant devra d'ici juin 2015 déterminer la situation de son établissement vis à vis de la réglementation SEVESO 3 en se basant sur la saisie des substances et mélanges dangereux qui sont présents dans ses installations.
	2910-A-2	Installation de combustion consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse.	19,3 MW répartis comme suit : - 5 chaudières au gaz naturel de puissances total 13 000 kW, - 1 chaudière susceptible de fonctionner au gaz naturel de 1 000 kW - 1 chaudière au fuel domestique de 90 kW (U2), - 1 chaudière bicom bustible (gaz naturel, fuel) de	D		

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 avril 2014

Article	Points vérifiés				Nature du constat (1)	Observations
	Rubrique	Désignation des activités	Capacité des installations	Régime		
	2921.2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, installation du type « circuit primaire fermé »	1 tour aéroréfrigérante fermée de puissance thermique évacuée 930 kW	D	R	✓ Dans le cadre de la directive SEVESO 3 et au regard des substances et mélanges dangereux présents dans ses installations, l'exploitant est invité à examiner la situation de son établissement, à se positionner au regard des rubriques 4000 et à proposer à Monsieur le préfet un nouveau tableau de classement intégrant les rubriques à prendre en compte à compter du 1er juin 2015.
	2925	Ateliers de charge d'accumulateurs.	165 kW	D		
Article 11.4	<p><u>Prévention des pollutions accidentelles des eaux</u></p> <p><u>Stockage, rétention, manipulation et transport</u></p> <p>...</p> <p><u>Bassin de confinement</u></p> <p>...</p> <p>Les eaux accidentellement polluées du secteur chaufferie et bâtiments H1 et H2 doivent également être recueillies. Un dispositif supplémentaire, ayant une capacité suffisante pour retenir à la fois les eaux incendiaires et les eaux pluviales de cette zone, doit être mis en place. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, les caractéristiques et le dimensionnement de ce dispositif. Ces eaux doivent s'écouler dans ces bassins par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.</p> <p>Ces bassins doivent être normalement étanche et leur étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, le bassin de la partie usine doit être maintenu vide, le bassin de Saint-Ladre doit avoir une hauteur d'eau maximum de 40 cm.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces bassins doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>				R	<p>Lors de la visite, il a été constaté que la rétention de la zone de dépotage de l'heptane n'est pas présente au niveau du raccord et pourrait être à l'origine d'une pollution de eaux et du sol.</p> <p>✓ L'exploitant devra prolonger la rétention de la zone de dépotage ou mettre en place un dispositif permettant de contenir une éventuelle pollution en cas de dysfonctionnement des raccords de dépotage.</p> <p>Suite à l'inspection de 2010, l'exploitant a mis en place un dispositif supplémentaire de confinement des eaux accidentellement polluées au niveau des secteurs chaufferie et Bâtiments H1 et H2. Le dispositif a été réalisé par construction d'un muret le long de la clôture du site et d'un dos d'âne en entrée du site. L'exploitant précise que l'étanchéité en fond de bassin est assurée par le revêtement de la voirie. Le volume d'eau retenu maximum est de 2938 m3. Deux ballons gonflables pilotés à distance ou localement permettent la mise en service de ce dispositif.</p> <p>Lors de l'inspection, les dispositifs pilotés à distances et localement des ballons gonflables ont été vus mais leur fonctionnement n'a pas été testé. L'exploitant indique qu'il réalise périodiquement des contrôles de leur mise en service lors des exercices incendie.</p>

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations																											
Article 14.2	<p><u>Rejets</u> Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, doivent respecter en toutes circonstances sans dilution, les prescriptions suivantes :</p> <p>A- En termes de caractéristiques générales des effluents pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 8,5 ; température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C.</p> <p>B - <u>En termes de débits, de concentrations et de flux</u> B1 - <u>Eaux résiduelles après traitement (EU)</u></p> <p><i>Pour les rejets R2, R3, R4 et R7.</i></p> <table><tr><th>Paramètre</th><th>Débit (m3/j)</th></tr><tr><td>Débit</td><td>50</td></tr></table> <table><tr><th>Paramètres à mesurer</th><th>Concentration (mg/l)</th><th>Flux (kg/j)</th></tr><tr><td>MES</td><td>200</td><td>15</td></tr><tr><td>DCO</td><td>1000</td><td>45</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>400</td><td>15</td></tr><tr><td>Hydrocarbures</td><td>10</td><td>0,2</td></tr></table> <p>B2 - Eaux pluviales et autres eaux propres (EP)</p> <p><i>Pour les rejets R1, R5, R6, R8, R9 et R10 :</i></p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Concentration instantanée (mg/l)</th></tr><tr><td>MES</td><td>35</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td></tr><tr><td>Hydrocarbures</td><td>5</td></tr></table>	Paramètre	Débit (m3/j)	Débit	50	Paramètres à mesurer	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)	MES	200	15	DCO	1000	45	DBO5	400	15	Hydrocarbures	10	0,2	Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)	MES	35	DCO	125	Hydrocarbures	5		<p><i>Pour les rejets R2, R3, R4 et R7 :</i> Le rapport d'analyses des rejets réalisées en novembre 2013 par IDEA présente des dépassements pour R2 et R3 pour les paramètres MES, DBO5 et DCO . L'exploitant indique que les non-conformités au niveau de R2 pourraient être dues au volume supplémentaire de carcasses nettoyées. En effet, le rapport d'analyses des rejets réalisées en janvier 2014 par IDEA ne présente aucune non-conformité.</p> <p>L'exploitant prévoit pour 2014 de mettre en place un circuit fermé pour la station de lavage, ce qui limitera les risques de pollution des eaux et permettra de diminuer la consommation d'eau.</p>
	Paramètre	Débit (m3/j)																												
	Débit	50																												
Paramètres à mesurer	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)																												
MES	200	15																												
DCO	1000	45																												
DBO5	400	15																												
Hydrocarbures	10	0,2																												
Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)																													
MES	35																													
DCO	125																													
Hydrocarbures	5																													
		R																												
		R	<p><i>Pour les rejets R1, R5, R6, R8, R9 et R10 :</i> Le rapport d'analyses des rejets réalisées en novembre 2013 par IDEA présente une non conformité pour le paramètre MES au niveau du rejet R8. Après étude et échange avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie, l'exploitant prévoit d'installer un décanteur en 2014 pour être conforme aux valeurs limites réglementaires.</p>																											

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 avril 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
Article 1 5	<p><u>Contrôle et suivi des effluents:</u> L'exploitant doit procéder, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance doit s'exercer dans les conditions ci-après.</p> <p><u>R2 et R3:</u> MeS, DCO, DBO5, hydrocarbures : semestriel <u>R4 et R7:</u> MeS, DCO, hydrocarbures : semestriel <u>R1, R5, R6, R8, R9 et R10 :</u> MeS, DCO, hydrocarbures : annuelle</p> <p>Les prélèvements sont assurés par un organisme extérieur, choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Ceux-ci doivent être effectués lors d'une pluie caractéristique pour les rejets d'eaux pluviales (R1, R5, R6, R8, R9 et R10).</p> <p>Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence doivent être adressés à l'inspection des installations classées, au plus tard dans le délai de 15 jours suivant la réception du contrôle correspondant.</p>	C	<p>Les fréquences d'analyse sont respectées. Les rapports de mesure agrémentés de commentaires appropriés sont envoyés régulièrement à l'inspection des Installations Classées.</p> <p>L'exploitant recherche à chaque fois les causes des non-conformités relevées et présente les actions prévues ou testées permettant de mettre en conformité le site.</p>

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 avril 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
Article 19.2	<p><u>Installations autres que les installations de combustion:</u> ... Les contrôles des rejets de poussières et de COV doivent être effectués au moins annuellement.</p> <p>Un schéma de maîtrise des émissions de COV (SME), tel que définit à l'article 27.7.e) de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, pourra être mis en place. Le SME garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites ci-dessus. Le SME est une alternative au strict respect des valeurs limites d'émission de COV définit ci-dessus.</p>	<p>C</p> <p>C</p>	<p>Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé en septembre 2013 ne présente aucune non conformité.</p> <p>Le seul solvant utilisé est l'heptane. L'exploitant produit et transmet chaque année à l'inspection des installations classées son plan de gestion des solvants. L'exploitant a établi dès 2006 un Schéma de Maîtrise des Emissions à partir de l'année de référence de 1997. En 2010, le SME a été révisé. Le ration cible était de 2,51 g/kg. Grâce aux actions d'amélioration, le ratio cible a été atteint dès 2003. En 2013, le ratio gramme de solvant consommé par kilogramme de pneumatiques est de 0,23 g/kg. Depuis 1997, la consommation de solvant a été réduite de 98%.</p> <p>L'exploitant précise qu'il continue ses efforts et prévoit pour 2014 de mettre en place un nouveau produit utilisé comme empiâtre nécessitant moins de dissolution et donc moins de solvants.</p>
Article 24	<p><u>Stockage des déchets</u></p> <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>	C	<p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les déchets sont étiquetés et stockés sur rétention au sein d'une plateforme clôturée et fermée à clé.</p>
Article 27	<p><u>Enregistrement</u></p> <p>Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :</p> <p>- Registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel doivent être portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :</p>		<p>L'exploitant tient un registre des déchets dangereux et non dangereux. Le registre ne comporte pas la mention relative à la qualification du traitement final ni le mode de traitement final.</p>

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 avril 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
	<p>La désignation du déchet, son origine et son code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;</p> <p>La date d'enlèvement ;</p> <p>Le tonnage des déchets ;</p> <p>Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;</p> <p>La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;</p> <p>Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;</p> <p>Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;</p> <p>Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets ;</p> <p>La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;</p> <p>Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 susvisé.</p> <p>- Bordereaux de suivi de déchets générateurs de nuisances ;</p> <p>...</p> <p>- Registre des produits brûlés lors des essais incendie, sur lequel doivent être portés, a minima pour chaque produit brûlé, les renseignements suivants :</p> <p>La désignation du produit brûlé, son origine et pour les déchets son code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;</p> <p>La date de l'essai ;</p> <p>Le tonnage de produit utilisé ;</p>	<p align="center">R</p>	<p>✓ L'exploitant devra compléter son registre des déchets par la mention : - qualification du traitement final (mode de traitement final).</p> <p>Les BSD consultés lors de la visite montrent l'absence d'information sur le traitement final des déchets.</p> <p>✓ L'exploitant doit veiller à ce que les BSD qui lui sont retournés comportent l'ensemble des informations nécessaires au suivi des déchets.</p>
		R	<p>Une plateforme de formation permettant les exercices incendie est aménagée sur le site.</p> <p>Les exercices incendie avec le personnel se font à l'aide de bruleur au gaz.</p> <p>Des exercices en feu réel sont organisés 2 fois par an avec les pompiers. Lors de ces exercices, des déchets de solvants sont brûlés de l'ordre de 100 l par exercice pour pouvoir tester l'extinction à l'aide de mousse.</p>
		C	<p>L'exploitant tient un registre des produits brûlés lors des essais incendie en feu réel.</p> <p>Le registre consulté comprend l'ensemble des informations requises par l'arrêté préfectoral.</p>

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Annexe 1 – tableau des constats – Visite d'inspection du 30 avril 2014

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
Article 30.2	<p><u>Installations électriques:</u> Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100. Elles doivent être réalisées par du personnel compétent. De plus, l'exploitant doit définir sous sa propre responsabilité les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives au sens de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées. Il doit déterminer les caractéristiques des équipements électriques qui les équipent. Dans ces zones, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et les sources d'éclairage inadaptées doivent être interdites. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices qui équipent ces zones doivent être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et des installations extérieures de protection contre la foudre doivent être interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur. Les installations doivent être efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre. Les caractéristiques de ces équipements doivent être périodiquement vérifiées selon les normes et règlements en vigueur. Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou modification.</p> <p><u>Moyens matériels:</u> L'établissement doit être doté au moins de : - 1 extincteur pour 200 m², appropriés aux feux à combattre et accessibles, Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances...</p>	R	<p>La définition des zones ATEX a été faite en 2010 et une cartographie des risques ATEX a été établie le 07 octobre 2010. Une mise à jour du zonage ATEX a été réalisée en 2014. Elle n'a pas montré de nouvelles zones à risques mais a déclassé certains matériels.</p> <p>La dernière vérification des installations électriques date du 24 décembre 2013 et intègre la prise en compte du zonage ATEX. Le rapport établi et corrigé par l'APAVE liste 44 non-conformités sur le site principal dont 13 déjà existantes et 6 non-conformités sur le site annexe de ST LADRE. L'exploitant a présenté un tableau de suivi des non-conformités en les classant par priorité. Ce tableau ne précise pas les délais de mise en conformité. A ce jour, l'exploitant précise que 8 non-conformités ont été corrigées.</p> <p>✓ L'exploitant devra mettre en conformité l'installation électrique en définissant un échéancier de mise en conformité.</p>
Article 32.5.1		R	Lors de la visite, tous les extincteurs vus dans les zones visitées étaient accessibles et ont été vérifiés le 04 février 2014.

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
Article 28.1	<p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>	C	<p>L'exploitant transmet chaque année son plan de gestion de solvants à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le seul solvant utilisé est l'heptane. En 2013, la quantité de solvants utilisés a été de plus de 75 t.</p>

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;

**Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels
au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation**

Article	Points vérifiés	Nature du constat (1)	Observations
18	Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.	C	L'analyse risque foudre a été réalisée du 06 au 09 avril 2010 et préconise la mise en place de système de protection foudre sur l'ensemble des bâtiments hormis sur celui servant au stockage finition RAC.
19	En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.	C	Une étude technique a été réalisée les 5 et 6 octobre 2011.
20	L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.	C	Les travaux d'installation des dispositifs de protection ont été réalisés à partir de mai 2013 et ont fait l'objet d'un rapport de fin de travaux en août 2013 par l'entreprise PROTIBAT.
21	L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.	C	Une vérification complète de l'installation a été réalisée le 03 juillet 2013 par VERITAS qui a observé 6 non conformités. Les corrections ont été faites le 28 octobre 2013 par PROTIBAT.
	L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent....	C	Un contrôle visuel a été fait par VERITAS le 29 avril 2014. L'exploitant est en attente du rapport de VERITAS.

(1) C : Conformité ; NC : Non-Conformité ; NCM : Non-conformité Majeure ; R : Remarque ;